

La participation et la contribution économique, sociale et environnementale des seniors

REVISITER ET RENOUVELER LES REGARDS SUR L'ÂGE ET LES SENIORS
Rapport du Conseil de l'âge

Le Conseil de l'âge a adopté, en septembre 2025, un rapport brochant un vaste *panorama de la participation et de la contribution économique, sociale et environnementale des seniors*.

Ce travail, mené de septembre 2024 à juillet 2025, vise à revisiter et renouveler les visions sur l'âge, et à inspirer une démarche de lutte contre l'âgisme.

Le rapport montre que si *leur participation au marché du travail augmente significativement* (notamment sous l'effet des réformes des retraites), *leur engagement collectif (associatif, syndical, citoyen) est structurellement susceptible de diminuer*, freiné par de nouvelles attentes de flexibilité et des obstacles de santé, financiers (liés notamment à la fiscalité du bénévolat) ou juridiques (comme des limites d'âge jugées obsolètes pour certains mandats).

Pourtant, *les seniors sont des contributeurs économiques et sociaux majeurs*. Au-delà du travail et de leur consommation, ils effectuent d'importantes donations et leur aide informelle est valorisée jusqu'à 1,9% du PIB. *La présence en augmentation de seniors sur nombre de territoires est un « or gris » qui représente des opportunités d'activités économiques localisées*.

Ces constats sont éclairants *pour définir les objectifs en matière de politiques publiques afin de renforcer la participation sociale des seniors (particulièrement pour les groupes les moins favorisés) et concilier les transitions démographique, écologique et numérique*. C'est l'intérêt de ce rapport, permettant de tirer des enseignements et orientations concrètes pour valoriser effectivement leurs contributions et *créer les conditions d'une société vivant pleinement en intergénérationnel*.

Cette infographie en présente dix données structurantes et synthétise les principaux constats et orientations



QUELLES SONT LES ASPIRATIONS ET LES PROFILS DES SENIORS QUI ONT DES ACTIVITÉS DE PARTICIPATION SOCIALE ?



QUELLES SONT LES SINGULARITÉS DE LA PARTICIPATION SOCIALE DES SENIORS ET SES POTENTIELS DÉFIS ?



QUELLES SONT LES LIENS ENTRE LA PARTICIPATION SOCIALE DES SENIORS ET LEURS CONTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ?



COMMENT LA PARTICIPATION SOCIALE DES SENIORS PERMET DE CONCILIER TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUE, ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE ?

1

Un vieillissement « par le haut »

En 2020, deux personnes sur 10 avaient plus de 65 ans dont une avait plus de 75 ans



En 2070, trois personnes sur 10 auront plus de 65 ans dont deux auront plus de 75 ans



Source : données Insee

3

La contribution hors PIB des plus de 50 ans représenterait l'équivalent...

Dans une vision minimaliste, du secteur de l'hôtellerie (0,5 % du PIB)



Dans une vision maximaliste, du secteur de l'énergie (1,9 % du PIB)



Source : données Insee

4

Une baisse de la participation associative depuis le milieu des années 2000... surtout chez les jeunes seniors et ceux qui sont sur le point de le devenir

30,9 % des 75 ans et plus se déclarent bénévoles en association en 2024 contre 33,6 % en 2004

31,1 % des 65 – 74 ans se déclarent bénévoles en association en 2024 contre 40,8 % en 2004

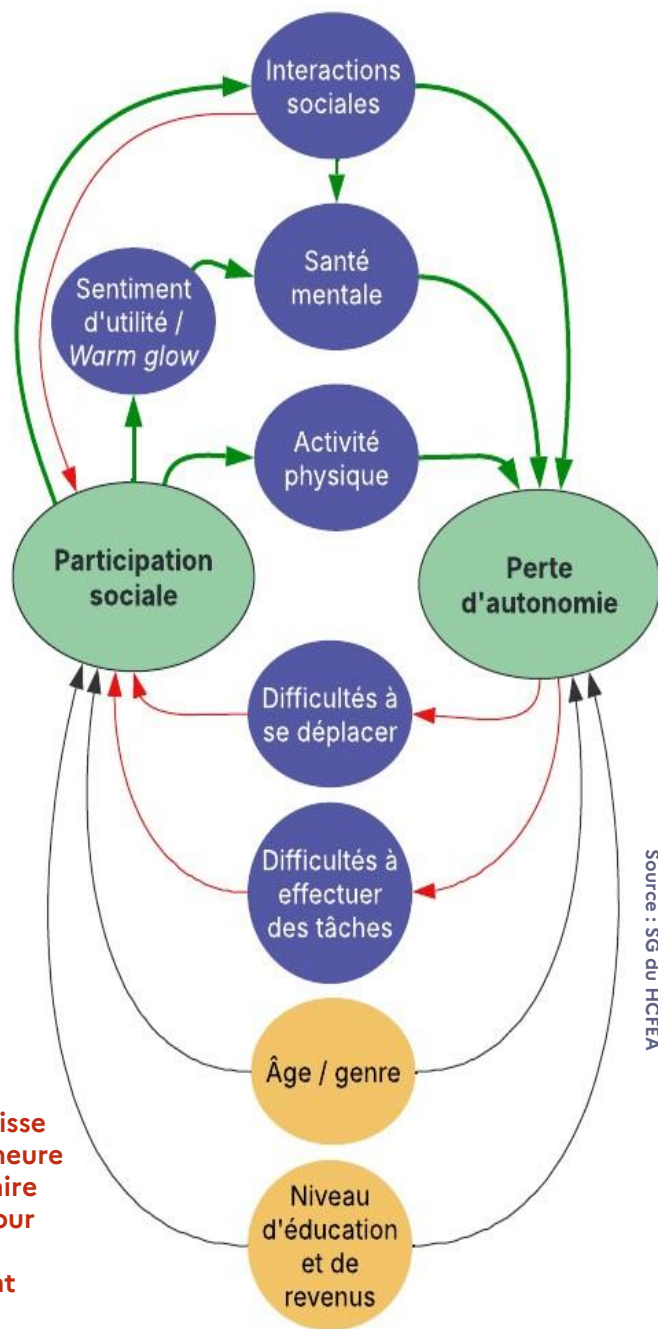
28,5 % des 55-64 ans se déclarent bénévoles en association en 2024 contre 39,5 % en 2004

Avec une baisse du volume d'heure hebdomadaire consacré pour ceux qui participent

Source : Baromètre d'opinion de la Drees, traitement SG du HCFEA

2

Un double lien de causalité entre la participation sociale et la perte d'autonomie

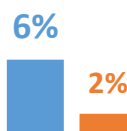
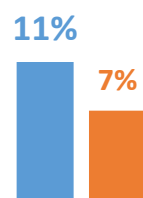
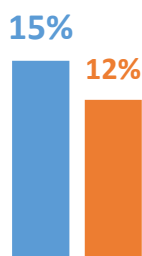
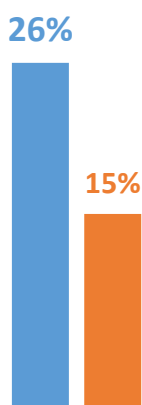
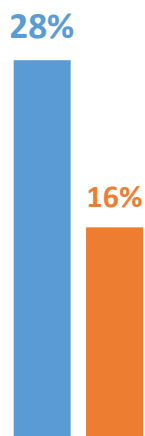


Source : SG du HCFEA

5

Une participation sociale relativement élevée en France après 65 ans comparativement à d'autres pays européens

Source : données SHARE, traitement SG du HCFEA

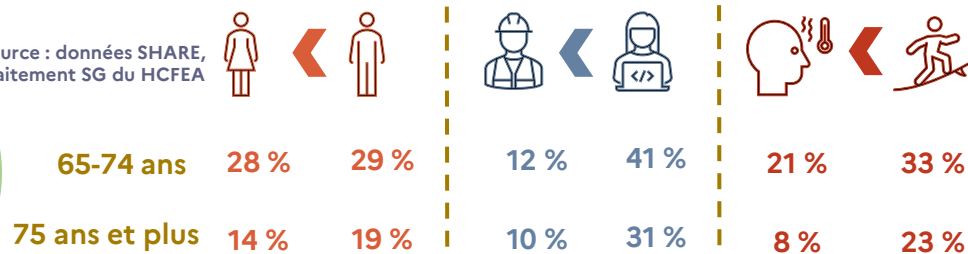


■ 65-74 ans ■ 75 ans et plus

6

Une participation des seniors plus masculine, plus diplômée et dépendante de l'état de santé

Source : données SHARE, traitement SG du HCFEA



On retrouve sensiblement les mêmes caractéristiques dans les autres pays européens

7

Un niveau de vie des seniors en baisse à l'avenir



Il va passer de près de 100 % de celui de la population au début des années 2020...

... à environ 80 % de celui de la population en 2070 (et revenir à son niveau des années 1980)



Source : données Cor

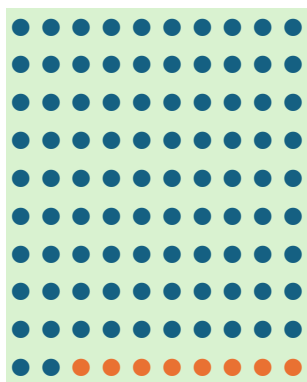
8

Les plus de 60 ans ont une part importante dans les donations versées et les héritages perçus

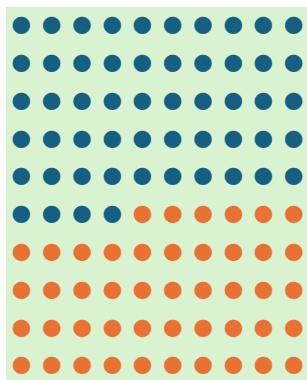
9

L'économie du vieillissement représente déjà plus de 15% des emplois privés dans un territoire sur cinq en France

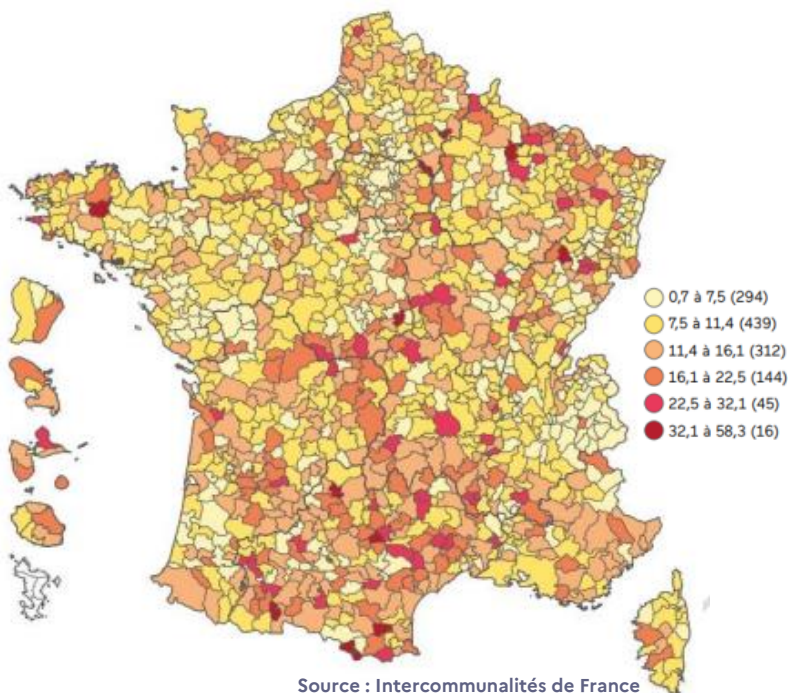
Ils sont à l'origine de plus de 9 dons sur 10



Ils perçoivent plus de 5 héritages sur 10



Source : données Insee

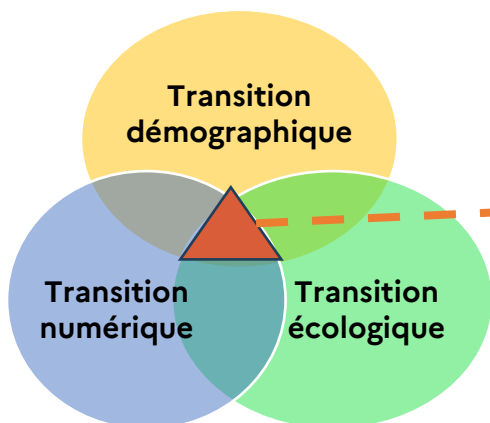


Source : Intercommunalités de France

10

Réduire l'empreinte carbone du secteur de l'âge, concilier les transitions pour qu'elles se renforcent mutuellement

Source : SG du HCFEA



Favoriser l'installation des personnes âgées dans ou près des centres bourgs

Doter les territoires de services et espaces accessibles, favoriser les mobilités

Développer l'offre d'habitats regroupés, adaptés, durables et équipés en numérique

Favoriser le maintien de liens sociaux, limitant l'isolement (frein à la participation)

Concilier les transitions comme moteur de vitalité sociale et économique

La participation et la contribution économique, sociale et environnementale des seniors

CONSTATS ET ORIENTATIONS DU CONSEIL DE L'ÂGE



La baisse de la participation sociale des seniors est structurelle en France depuis plusieurs années

Historiquement importante, leur participation témoignait plus de « pratiques » propres à certaines générations que d'une appétence spécifique des adultes plus âgés

Promouvoir la participation sociale spécifiquement auprès de groupes ciblés pourrait permettre de réduire les inégalités sociales dans la survenue de la perte d'autonomie

La pratique d'activités socialisées a un effet protecteur sur la perte d'autonomie mais elle bénéficie davantage aux hommes qu'aux femmes, ainsi qu'aux personnes à diplômes et revenus élevés



Il convient de renforcer la promotion et l'attractivité de l'engagement des seniors, les solidarités de proximité constituant un levier du lien social qui mobilise et bénéficie à toutes les générations

Dans une société où la quête de sens devient une motivation centrale, notamment chez les retraités jeunes ou récents, montrer l'utilité sociale et la convivialité du cadre associatif ou syndical est un facteur clé d'attractivité

Un moyen d'y parvenir serait de transformer notamment la prise en compte des frais engagés par les bénévoles en crédit d'impôt, et en « décloisonnant » certains critères de financement des actions collectives en fonction des publics cibles

Pour le Conseil de l'âge, il faut lutter contre les freins à la participation, notamment en faisant évoluer la fiscalité de l'engagement bénévole vers un modèle plus juste et incitatif



Le Conseil demande de reconsidérer les limites d'âges de certains mandats, outil imparfait et discriminant quant à l'objectif légitime de renouvellement régulier de leurs titulaires

S'agissant des organismes de Sécurité sociale, le Conseil de l'âge estime qu'une évolution doit intervenir pour qu'il soit possible de s'engager dans un premier mandat d'administrateur ou de conseiller à tout le moins à 70 ans non révolus

Le Conseil de l'âge demande qu'une loi de programmation de la transition démographique offre un cadre d'orientations aux acteurs publics et privés, pour anticiper ces évolutions et adapter les infrastructures et les services aux besoins d'une population qui avance en âge

La présence de personnes âgées et le développement de la *silver* économie peut revitaliser certains territoires à condition de développer une offre de services suffisante



La situation économique des seniors est marquée par des différences importantes de revenus et plus encore de patrimoine. Et elle est « transitoire » car leur niveau de vie devrait baisser relativement à celui des actifs

La question des freins financiers à la participation pourrait donc se poser avec encore plus d'acuité à l'avenir pour les seniors qui en auraient le plus besoin

Une démarche de planification et de programmation est nécessaire pour créer un écosystème permettant aux seniors de bénéficier des avantages du numérique pour rester autonomes et connectés, tout en favorisant des modes de vie plus durables (regroupés ou collectifs) et en limitant les impacts négatifs du vieillissement de la population sur les émissions de carbone et l'environnement.

La conciliation entre transition démographique, transition écologique et transition numérique sera un défi majeur, mais aussi une opportunité pour l'aménagement du territoire et pour une société durable et inclusive



Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge est placé auprès du Premier ministre. Il est chargé de rendre des avis et de formuler des recommandations sur les objectifs prioritaires des politiques de la famille, de l'enfance, des personnes âgées et des personnes retraitées, et de la prévention et de l'accompagnement de la perte d'autonomie.

Le HCFEA a pour mission d'animer le débat public et d'apporter aux pouvoirs publics une expertise prospective et transversale sur les questions liées à la famille et à l'enfance, à l'avancée en âge, à l'adaptation de la société au vieillissement et à la bientraitance, dans une approche intergénérationnelle.